

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 12 DECEMBRE 1978 - N°809

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## LE PEUPLE IRANIEN DANS LA RUE

### Par millions contre la dictature

Les manifestations d'une ampleur jamais vue en Iran se poursuivaient lundi matin



Des manifestations d'une ampleur jamais atteinte ont déferlé en Iran dimanche et lundi. Finalement autorisés par le gouvernement militaire, d'importants rassemblements se sont déroulés dimanche dans les grandes villes d'Iran. Deux millions de personnes ont défilé à Téhéran, qui compte 4,5 millions d'habitants. L'armée s'était retirée à la périphérie de la capitale, gardant soigneusement le quartier du palais royal. Les manifestants, brandissant des portraits de l'ayatollah Khomeiny, exigeaient le départ du Shah. Ces manifestations n'ont donné lieu à aucun incident. Les grèves se poursuivent dans l'industrie pétrolière, dans les banques et les administrations : la panique gagne les représentants des puissances étrangères, particulièrement les Américains, qui commencent à faire leurs bagages.

A Paris, l'ayatollah Khomeiny rappelait son opposition à tout compromis avec le Shah.

Lundi matin, des manifestations de plus grande ampleur encore se déroulaient dans les villes du pays. On annonçait 4 millions de manifestants à Téhéran. Toute la capitale était dans la rue, hommes, femmes, enfants. Une démonstration sans précédent. Les mots d'ordre étaient clairs : «La lutte du peuple ira jusqu'à la chute du régime tyrannique», «Les canons et les mitraillettes ne peuvent rien contre nous», et «Sous la direction de Khomeiny, nous tuons le Shah !»

On apprenait lundi matin que le gouverneur civil de la province d'Hamadan avait été grièvement blessé par un soldat rebelle.

Le Shah envisagerait la mise sur pied d'un gouvernement civil pour tenter de se concilier une partie de l'opposition. L'ampleur du mouvement populaire laisse assez prévoir l'échec de cette nouvelle tentative, comme de tous les essais de replâtrage déjà tentés par le tyran.

Lire en page 5

## BARRE PROVOQUE LES CORSES

Barre a commencé sa visite officielle en Corse lundi, pour juger des résultats des mesures prises par le gouvernement pour le développement de l'île. Les effets en sont éloquentes : un chômage qui touche plus de 7 % de la population active, un dépeuplement continu que ne parviennent pas à résorber les belles promesses faites aux Corses pendant la campagne électorale. La riposte ne va pas manquer : des manifestations et des grèves étaient prévues pour lundi et mardi. Face au mécontentement croissant, le gouvernement n'a d'autre voie que la répression : en prévision de la venue de Barre, de nombreuses arrestations ont été effectuées ces derniers jours.

Lire en page 3

## Journée de solidarité avec l'Erythrée : l'URSS

### en accusation

Samedi se tenait un colloque sur l'Erythrée, à l'initiative du Comité de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen. De nombreuses personnalités y étaient présentes, et ainsi eut lieu un débat contradictoire. Le PCF, également présent, a préféré observer le silence sur ses positions quant à l'intervention directe du social-impérialisme soviétique contre le peuple érythréen.

Le représentant du Front populaire de libération de l'Erythrée intervenait pour dénoncer «l'URSS (qu) fait jaillir aujourd'hui le sang du peuple érythréen à pleines artères» et affirmait : «Nous sommes déterminés à combattre l'oppression et la politique de domination d'où qu'elle vienne.»

Un appel était lancé pour développer la solidarité pour le peuple érythréen.

Lire en page 7

## Cambodge : les Vietnamiens menacent la ville de Kratié

Lire en page 6

**25 millions  
pour  
votre quotidien !**

Somme réunie à ce jour : 23,4 millions

Lire en page 5

**NOUVEAU PLAN  
DE LICENCIEMENTS  
DANS LA SIDERURGIE  
15 000 EMPLOIS  
SUPPRIMÉS**

Lire en page 4

# Une bonne affaire pour le patronat

## LES DEPUTES VOTENT LA SEMAINE DE TRAVAIL EN QUATRE JOURS

● Lucien Bichet, le PDG condamné il y a deux mois pour avoir institué la semaine de 40 heures en quatre jours doit être content : les députés ont voté vendredi soir un amendement déposé par le député (non-inscrit) du Bas-Rhin, Adrien Zeller, qui légalise cette pratique. Ce vote, qui remet en cause ce qui restait de la loi de 1936 sur la durée légale du travail est grave, puisqu'il autorise la journée de dix heures, alors même que les travaux les plus récents sur le temps de travail soulignent les effets dangereux de la longueur des horaires quotidiens. C'est en même temps un pas de plus vers «l'harmonisation» des horaires avec les impératifs de la production telle que la souhaite le CNPF, qui s'est d'ailleurs réjoui du vote de vendredi.

La polémique sur la semaine de travail en quatre jours a commencé le 21 septembre dernier. Ce jour-là, Lucien Bichet, PDG de la société internationale Décors, à la Celle-sur-Plaine (Vosges) passait devant le tribunal d'Instance de Saint-Dié. La semaine de quatre fois dix heures constituait alors une infraction à la loi de 1936. Fait peu courant, une bonne partie des ouvriers et ouvrières d'International Décors étaient présents pour soutenir leur patron. D'où le thème principal des arguments de Bichet : mes ouvriers sont contents de ces horaires, que voulez-vous de plus ?

D'une manière un peu ambiguë, le tribunal infligeait 318 amendes de 3 F chacune à ce PDG si populaire, qui s'empressait de faire appel.

Dès ce jour l'événement prenait une portée nationale et récemment encore on a pu voir à la télévision des ouvriers de l'usine des Vosges défendre la semaine de quatre jours, en insistant sur la longueur du week-end ainsi dégagé.

### FAIRE LE BONHEUR DES OUVRIERS ?

Cette initiative serait donc une mesure prise pour faire le bonheur des travailleurs ? Lucien Bichet lui-même n'a pourtant pas dissimulé le point de départ de son initiative ; il s'agissait d'abord d'améliorer la productivité et les bénéfices de son entreprise en supprimant la demi-journée du vendredi : la remise en route des machines pour quatre heures seulement lui coûtait trop cher.

Les circonstances du vote de vendredi confirment elles aussi que la motivation essentielle de la semaine de quatre jours n'est pas d'accéder aux désirs des travailleurs. Vendredi, se votait en effet la réduction de la durée maximale hebdomadaire de travail. Les députés de la majorité l'ont ramenée de 52 h à 50 h. On est loin de la revendication des 35 heures hebdomadaires ! Cette réduction minimale va concerner, de l'aveu même du ministre du Travail Robert Boulin, 0,5 % des salariés,

### L'AMENDEMENT ZELLER

«Sauf stipulation contraire d'une convention collective, les employeurs peuvent, sur avis conforme du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, et après en avoir informé l'inspecteur du travail, répartir la durée hebdomadaire du travail sur quatre jours ouvrables», la durée quotidienne ne pouvant excéder dix heures.

sans compensation de salaire.

### LE RISQUE DE SURMENAGE

Ceci une fois précisé, restent plusieurs questions, dont la plus importante est assurément de déterminer les répercussions sur la santé des travailleurs d'un horaire quotidien de 10 heures. A peu près au moment du procès du PDG d'International Décors se tenait justement sur le thème du temps de travail, un colloque de l'Unesco et du ministère de l'Environnement, intitulé «L'Homme malade du temps». Des recherches effectuées sur les conséquences tant biologiques que psychologiques des horaires, il ressort une conclusion très nette : la journée légale de huit heures est déjà trop longue

compte tenu de l'intensification du travail. L'accumulation des heures de travail contribue à la diminution de la qualité du travail, provoque le surmenage physique et nerveux, multiplie les risques d'accidents. L'allongement relatif du week-end de repos ne saurait modifier radicalement ces constatations. Il faudrait pour cela que le travail effectué en dix heures soit vraiment de tout repos. C'est plutôt rare ! Et ce n'est certainement pas le cas de l'entreprise de Lucien Bichet, connue dans sa région pour détenir le record des accidents de travail et de la rotation du personnel...

### RÉDUCTION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL !

Les travaux du colloque ont, tout au contraire de la solution imaginée par ce PDG, souligné la nécessité de réduire la durée quotidienne du travail, pour préserver des plages de repos entre les plages de travail, alternance indispensable à un bon équilibre physique.

Sans oublier qu'une journée de travail plus courte est la condition nécessaire à une meilleure prise en charge par le travailleur de la vie politique et syndicale de son entreprise ou de sa ville. Le week-end, lui, est le plus souvent, dans la société actuelle, l'occasion d'une coupure et d'un isolement sur le plan familial ou individuel pour de nombreux travailleurs.

### UN VOTE FAVORABLE AU PATRONAT

Que les ouvriers et ouvrières de Bichet affirment s'être adaptés au rythme des 10 heures par jour et soient satisfaits d'un week-end prolongé ne change au fond strictement rien.

Les conséquences à moyen terme sur leur santé n'ont pas été prises en compte. Quant aux obstacles posés par ces horaires à la vie syndicale, ils n'ont sans doute guère pesé : l'entreprise ne compte pas d'ouvrier syndiqué. Loin d'être généralisable à l'ensemble de l'expérience de la classe ouvrière le «cas Bichet» l'est certainement plus aux intérêts globaux du CNPF, qui s'évertue depuis quelques temps à prêcher «l'année de 1920

heures» modulables en fonction des impératifs de la production. D'ailleurs les dérogations aux huit heures légales par jour tendent à se développer, en cas de travail en équipes.

C'est ainsi que l'on voit de plus en plus de cliniques et d'hôpitaux transformer les trois fois huit heures pour faire l'économie de l'effectif d'une équipe.

Ce n'est sans doute pas un hasard si le vote sur la semaine de quatre jours décidé sans la moindre consultation des organisations syndicales intervient au moment même où se déroulent de difficiles négociations syndicats-patronat sur les horaires de travail.

Claude ANCHER

## La loi de 1936

La loi de juin 1936 posait le principe fixant la durée légale du travail à quarante heures par semaine et, la durée maximale hebdomadaire à soixante heures. Les horaires de travail devaient être collectifs. Enfin, une circulaire d'application précisait que les quarante heures devaient être réparties sur un minimum de cinq jours. Le vote de vendredi vient réduire cette loi à la seule indication de la durée légale des quarante heures. En effet, une loi, en décembre 1973, a autorisé les horaires individuels et variables.

Quant à la durée maximale hebdomadaire elle se présentait jusqu'à vendredi sous trois formes : possibilité de 60 heures avec dérogation, 52 heures, ou 48 heures calculées sur 12 semaines. Vendredi le vote portait uniquement sur les 52 heures, ramenées seulement à 50.

## Rouen : «Les charmes» des transports...

Monsieur Lecanuet peut être fier de sa ville qui lie «les charmes de la vieille ville jalousement sauvegardée, à la gestion moderne d'une grande ville industrielle». Qu'importe pour notre auguste maire que sa cité compte 11 000 chômeurs pour une population de 120 000 habitants ; on les ignore, et comme les autres usagers des transports, qui sont les plus chers du pays, doivent payer le prix fort, là part quelques exceptions, ou sous certaines conditions,

une réduction de 50 % est consentie).

Pourtant le réseau confié aux intérêts de deux compagnies, n'offre que peu d'avantage aux travailleurs qui doivent les emprunter, et aux chômeurs partant à la recherche d'un travail. Dans une opération de rénovation, Lecanuet maintenait l'aspect de la vieille ville, y favorisant l'implantation de commerces de luxe, contraignant les travailleurs à émigrer loin du centre-ville, dans des cités-dortoirs. Cette rénovation

s'accompagnait d'une restructuration du réseau de transport en commun, où toutes les lignes convergent vers le centre, point central des correspondances. Les commerçants se frottent les mains d'un tel drainage de clients potentiels. Pour les travailleurs, la réalité est toute autre : des heures perdues dans d'interminables correspondances, quand ils ne doivent pas simplement se contenter de rentrer à pied après leur journée de travail, devant l'incohérence du réseau ; aucune ceinture n'existe, alors que la zone industrielle et les cités sont à la périphérie de

la ville.

Quant aux chauffeurs de cars, leurs conditions de travail se sont aggravées. C'est dans ce contexte que des chômeurs ont entrepris, depuis quelques temps, une lutte pour les transports gratuits, en liaison avec des travailleurs, pratiquant l'autoréduction et faisant circuler des pétitions qui ont d'ores et déjà reçues l'assentiment de très nombreuses personnes.

PERMANENCE :  
TOUS LES JEUDIS  
DE 1 h A 19 h  
102 RUE SAINT-HILAIRE  
6 000 ROUEN

## ● Strasbourg : un PDG employait des détectives...

Le patron d'une société de Strasbourg, M. Pass, a été condamné à un an de prison (avec sursis, bien sûr...). Il avait fait battre un de ses employés par 3 détectives pendant 6 heures, pour obtenir sa démission ! Après ces sévices, l'employé avait porté plainte. Quant au directeur de l'agence de police parallèle, il a été interdit d'exercer «sa profession» pendant 5 ans. Rappelons, pour mémoire qu'il y a seulement quelques mois, Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, affirmait que ces milices travaillaient, dans le respect des lois, à la protection de biens et même à la sécurité !

## ● Intelsat choisit la fusée Ariane

Pour lancer en 1981 et 1982 un des trois satellites de la série Intelsat - 5, les gouvernements et l'organisation internationale Intelsat, chargée d'un système de télécommunications par satellite, ont choisi la fusée Ariane, fabriquée par l'Agence spatiale européenne. Les deux autres seront mis en orbite pour la navette spatiale américaine.

C'est la première exportation de la fusée européenne qui n'est pas encore opérationnelle tout comme d'ailleurs la navette américaine. Le premier essai de ces deux lanceurs doit intervenir à l'été 1979.

## ● Strasbourg : verdict clément pour une tentative de meurtre raciste

Supposez qu'un colporteur sénégalais tire sur un garçon de café pour le simple plaisir de «faire un carton sur un Blanc» et qu'il s'en sorte avec dix-huit mois de prison ; une information pareille ne serait guère crédible. Mais l'inverse lui est non seulement vraisemblable mais vrai : Didier Blepp garçon de café à Strasbourg avait tiré le 13 juin 1977 sur un colporteur sénégalais le blessant grièvement au poumon. Quatre jours avant il avait publiquement affirmé : «Ces Noirs, il y en a trop. J'aimerais bien me les payer, les descendre». Le 7 juin il avait fait circuler une pétition chez les commerçants réclamant à la municipalité le départ des colporteurs africains. Pétition largement signée ; un article de la gazette hôtelière ne dénonçait-il pas le «flux noir se répandant dans les quartiers stratégiques», un mois avant que Didier Blepp n'en tire à sa manière les conclusions logiques ?

Bien que le crime raciste ne fasse pas le moindre doute, la cour d'assises a rendu un verdict de cinq ans d'emprisonnement dont trois ans et demi avec sursis.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Voyage de Barre en Corse

DEPUIS JUIN, TOUT LE GOUVERNEMENT  
OU PRESQUE Y EST PASSE

Barre arrivait lundi en Corse pour un voyage de deux jours. Officiellement, il viendra juger de la bonne application des mesures décidées par Giscard au mois de juin. C'est qu'en effet, les Corses assistent depuis quelques mois à un défilé impressionnant de ministres, secrétaires d'Etat et sous secrétaires d'Etat. On se bouscule sur l'île de beauté au point qu'avant les élections la Corse avait fait l'objet d'une course de vitesse entre le Premier ministre et Chirac, qui s'était soldée par une avance du président du RPR. Barre, vexé, avait décidé de remettre son voyage. Ce voyage intervient au moment où des problèmes fantastiques se posent aux couches populaires corses. Il intervient également à l'heure où à titre préventif la police vient d'arrêter trente militants du Front national de libération de la Corse (FNLC).

En Corse, Barre sera accueilli par des grèves et des manifestations. Les organisations syndicales, l'opposition et les organisations autonomistes ont en effet appelé les habi-

tant de l'île à manifester lundi à Ajaccio et mardi à Bastia. La CGT, la CFDT et la FEN appellent par ailleurs à une grève générale lundi en Corse du Sud et mardi en Haute Corse.

Les sujets de mécontentements ne manquent pas : le chômage par exemple est extrêmement préoccupant. A la fin du mois d'octobre dernier, il concernait 7,1 % de la population active soit 5 960 demandeurs d'emplois. Chaque année, 1 500 à 2 000 jeunes se mettent à chercher du travail, vainement, car la Corse est sans doute de tous les départements de France celui qui est le moins industrialisé.

Les villages continuent à se dépeupler, les jeunes à quitter l'île pour aller chercher souvent sans succès un gagne pain sur le continent.

Giscard, sans doute pour remercier les Corses d'avoir « bien voté », leur promettait en juin une liste de réalisations dont peu ont encore vu le jour. Passons sur l'élargissement du conseil régional de 14 à 20 membres qui peut certes correspondre aux désirs des politiciens locaux mais dont on ne voit pas bien ce que les travailleurs ont à y gagner. C'est pourtant de toutes les promesses faites par Giscard en juin dernier, la seule qui soit en voie de se réaliser. Il en va naturellement différemment de l'assainissement des listes électorales, des crédits pour l'université de

Corte, d'un journal télévisé local, de la charte culturelle, de la réalisation du programme routier, du développement des relations entre l'île et le continent. Les Corses font remarquer que Giscard avait été poliment accueilli, eu égard à sa fonction, mais qu'il pourrait en être autrement avec son Premier ministre.

Dans le souci de désamorcer la colère corse contre son gouvernement, Giscard a envoyé dans l'île la liste suivante de ministres et secrétaires d'Etat depuis son propre voyage en juin dernier. Peu de régions ont reçu une telle quantité de visiteurs de ce rang dans la hiérarchie de la bourgeoisie. Remarquons que la liste est proportionnelle aux difficultés vécues par les Corses.

Joël Le Theule, ministre des Transports.

Jacques Barrot, ministre du Commerce et de l'Artisanat.

Jacques Méhaignerie, ministre de l'Agriculture.

Christian Beullac, ministre de l'Education nationale.

Jacques Legendre, secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle.

Raymond Barre, Premier ministre.

Avant l'arrivée de Barre,  
trois gendarmeries  
ont sauté

Une nouvelle vague d'attentats a précédé le voyage de Barre. Un inspecteur chef de la Sécurité civile en Corse du sud a été grièvement blessé. Il avait été dénoncé dans des tracts anonymes comme étant membre d'une police parallèle sévissant en Corse. Dans la nuit de vendredi à samedi trois gendarmeries ont par ailleurs sauté.

Dans un communiqué l'organisation de Défense des prisonniers politiques corses dénonce les conditions de détention de ses militants ou présumés tels, emprisonnés dans la région parisienne. L'organisation dénonce notamment le fait qu'ils ne puissent plus bénéficier des droits des détenus politiques, qu'ils ont été dispersés et transférés, enchaînés jusqu'aux pieds.



Les Corses dans la rue par milliers, comme à Bastia en 1976. Un mécontentement qui ne fait que grandir.

## 25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Paris 12 <sup>e</sup>		Boulogne	
Danièle, hôpital Saint Antoine	100	Ventes	8
Collecte d'un opérateur de cinéma	40	Dunkerque	
Auxerre		Des sympathisants	100
	102	Roubaix	
St-Etienne		Ventes	440
	350	Lille	
Liévin		Ventes	243
Ventes	20	Ancien total	233 034
Amiens		NOUVEAU TOTAL	234 55
Ventes	120		

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse ..... F.

Nom : .....

Adresse : .....

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F

Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

● Selon la SOFRES  
81 % des Français  
jugent inefficace l'action  
gouvernementale  
contre le chômage

D'après un sondage effectué pour *Le Figaro* par la SOFRES, 62 % des 1000 personnes interrogées pensent que Giscard « peut résoudre les problèmes qui se posent à la France actuellement » alors que 59 % le pensaient début novembre. Au hit-parade des politiciens, Rocard devance Mitterrand avec 46 % contre 40 %. Marchais, pour sa part, perd un point et passe à 24 %. Enfin la lutte contre le chômage est en tête des préoccupations des personnes interrogées et 81 % d'entre elles jugent l'action gouvernementale inefficace en ce domaine.

● Le Ceres  
veut participer à  
la campagne du PCF  
sur le Vietnam

« Connaissant les rapports historiques et infiniment étroits entre communistes vietnamiens et français (lire le PCF), un des effets de l'actuelle campagne est de démarquer ceux qui soutiennent le régime révolutionnaire disons « inconditionnellement » des autres, autrement dit, des socialistes (...). Il faut mettre en garde notre Parti, à propos du Vietnam, contre la terrible pression idéologique que l'on tend, par presse de gauche interposée, à exercer sur lui ».

C'est *Repères* la revue du Ceres qui s'exprime en ces termes. Décidément, il n'est pas une seule campagne du PCF qui ne soit soutenue par les dirigeants du Ceres.

● « Il peut arriver que  
des hommes indignes  
se glissent dans  
le corps d'élite des CRS »  
déclare Bonnet

Les flics n'ont pas le moral paraît-il ces derniers temps. Certains d'entre eux manifestent, ils jugent leurs moyens insuffisants. D'autres se retrouvent sous les verrous. Il n'y en a pas eu moins de cinq en ce qui concerne les CRS en l'espace d'une semaine.

Ces petits malheureux ont reçu vendredi la visite de Bonnet dans la bonne ville de Tours. Le ministre de l'Intérieur leur remettait leur drapeau au parc des expositions. Le premier flic de France a déclaré : « Les CRS se doivent d'être forts pour dominer la violence, protéger l'Etat et les citoyens ». Il devait poursuivre : « Il peut arriver que des hommes indignes se glissent dans un corps d'élite. La sanction qui les frappe doit être immédiate et impitoyable. Cependant ma présence à Tours est la marque d'estime que le gouvernement porte à l'un des services de la police nationale dont l'attitude dans les situations difficiles a toujours été exemplaire et qui ne saurait être entamé par les agissements scandaleux de quelques brebis égarées ».

Bonnet a ensuite rappelé, mais est-ce bien utile, aux CRS que leur devise est « Honneur et discipline ». Leur fonction principale devait-il dire en se résumant c'est « protéger la démocratie qui est menacée par toutes les formes de violence ».

● Neuwirth  
déserte le RPR

Neuwirth, député RPR de la Loire qui s'était fait connaître en son temps pour s'être fait l'avocat de la pilule contraceptive en France, vient de se « mettre en congé de vote du RPR ». Il a envoyé une lettre en ce sens à Labbé, Président du groupe parlementaire chiraquien. « Il ne m'est plus possible d'assurer l'exercice de mon mandat dans l'idée que je m'en fais » (...) écrit-il avant d'ajouter : « dérapages politiques, dérapage économique, confusion des pensées, irrationalités des actions, le moment est venu, et il est tard déjà, de prendre le temps d'une réflexion, car la politique au sens noble du terme ne saurait s'accommoder des foucades, d'incompatibilités d'humeur qui ne s'appuieraient pas sur un grand dessein pour la France ».

Chacun aura compris que Neuwirth porte ainsi une appréciation sur les coups de gueule suivis d'aplatissements spectaculaires de Chirac.

## LUTTES OUVRIERES

Sidérurgie : Usinor  
Sacilor Sollac15 000 LICENCIEMENTS  
SUPPLÉMENTAIRES

Après les milliers de licenciements annoncés en septembre dans le cadre du plan sidérurgique du gouvernement, c'est 15 000 nouvelles suppressions d'emplois qui vont être annoncées tout au long de cette semaine, dans les trusts Usinor, Chiers-Châtillon et Sacilor Sollac. Un nouveau plan de restructuration qui, s'il est appliqué, va transformer des régions (Valenciennois) et des villes (Neuves-Maisons) entières en véritables déserts industriels.

15 000 licenciements supplémentaires dans la sidérurgie, après les dizaines de milliers déjà annoncés — et effectués pour partie — depuis 1974 : c'est ce que vont annoncer lundi, mardi et vendredi les trusts sidérurgiques de la Lorraine et du Nord.

C'est la direction du groupe Sacilor Sollac qui va annoncer vendredi, au cours de la réunion du comité d'entreprise du trust, une nouvelle charrette de 8 500 licenciements qui doivent s'étaler selon ses plans du 30 avril 1979 jusqu'à la fin de l'année 1980. Pourquoi précisément le 30 avril 1979 ? Le 30 avril est précisément le jour où doivent être terminées les 9 200 suppressions d'emplois consécutives à un autre plan de restructuration, décidé celui-là, on s'en souvient, en décembre 1976.

pressions d'emplois) d'Homécourt (1 700) et de Jœuf (500).

Si ce nouveau train de

licenciement avait lieu d'ici l'année 1980, on se retrouverait à cette date avec des effectifs de 20 000 travailleurs à peine sur le trust, alors qu'ils étaient de 40 000 environ, au cours de l'année 1974.

Mardi, c'est le cas du groupe Usinor qui doit être examiné : au cours d'un comité central d'entreprises les licenciements prévus dans ce groupe menacent directement les travailleurs des usines situées dans la région du Valenciennois. 3 000 travailleurs seraient mis au chômage d'ici 1980 toujours à l'usine d'Usinor Denain (l'usine compte environ 4 000 sidérurgistes). L'usine de Trith Saint-Léger serait supprimée (650 licenciements).

Lundi, la Chiers Châtillon devait réunir son comité central d'entreprise avec notamment à l'ordre du jour :

• 450 suppressions d'emplois de l'usine d'Anzin (Nord) près de Valenciennes. L'usine devrait

fermer.

• La réunion doit en outre fixer définitivement le sort de l'aciérie à oxygène de Neuves Maisons, aciérie qui comme on le sait, fait «double emploi» avec celle qu'Usinor projette d'installer à Longwy, dans la mesure où le rapprochement Usinor-Châtillon-Neuves Maisons se confirme. Les deux trusts en vue d'une rentabilisation accrue, envisageaient jusqu'ici comme on le sait de supprimer l'aciérie de Neuves Maisons : une aciérie installée à Longwy, disent-ils, leur permettrait de transformer la production directement sur place. D'où économie.

On annonçait cependant lundi matin que la décision avait été prise de conserver Neuves Maisons. Evidemment rien n'est réglé par cette décision puisque ce choix condamne l'aciérie de Longwy et les milliers de sidérurgistes qui y travaillent. 13 000 licenciements, des usines entières fermées, des régions entières condamnées. Le nouveau plan de restructuration ajouté à ceux qui se sont succédés ces dernières années, condamne la Lorraine à devenir définitivement un désert industriel !

Richard FEUILLET

Sescosem, (Grenoble)

LA BATAILLE AUTOUR  
D'UN BILAN S'ENGAGE

Après plus de cinquante jours de grève, avec blocage de la production pendant les trois ou quatre dernières semaines, les ouvrières des «masques» ont décidé vendredi dernier de reprendre le travail, après avoir exigé de la direction qu'elle démolisse le «mur de la honte» (cf article précédent). Les discussions qu'elles ont menées individuellement avec la direction ont dégagé des augmentations de salaire d'environ 50 francs ; une ouvrière et un technicien pourront suivre des stages de formation ; enfin, deux ouvrières changent de classification, et passent d'OS 3 C à T1 SA.

Si elles n'obtiennent pas les 100 francs réclamés et la prime de port de cagoulette, les quinze ouvrières des «masques» sont cependant loin de tirer un bilan négatif. Elles ont appris à se connaître au cours de la lutte et appris de cette expérience de lutte. Elles ont rencontré un soutien sur la Sescosem et d'autres usines de Grenoble qui s'est traduit sur le plan financier par une paye d'environ 1 800 francs pour chaque gréviste. Elles ont enfin, pour certaines, pris conscience de la nécessité de s'organiser dans un syndi-

cat. Cela s'est traduit par deux adhésions de plus à la CFDT, et deux ouvrières de la CFDT se présentent aux élections de délégués du personnel qui ont eu lieu mercredi 13.

C'est dans ce contexte des élections sur l'usine, que s'engage le bilan. Les questions centrales qui restent à éclaircir, c'est de savoir quel a été le (ou les) obstacles à l'extension de la lutte sur l'usine. Malgré la volonté initiale des grévistes et les efforts de la CFDT. Est-ce le refus de la CGT de soutenir le mouvement et la division syndicale qui s'en est suivie ? Pourtant un certain nombre de délégués CGT n'était pas hostile à cette lutte ; comment a-t-elle transchécé cette question à l'intérieur de la CGT, et entre les syndicats ? Est-ce que le thème des classifications était la revendication sur laquelle pouvait se réaliser l'unité des ouvrières de l'usine ? Une enquête de la CFDT, menée pendant deux mois dans les ateliers, dégageait un ras-le-bol général face à un système de classification qui bloquait toute augmentation depuis quatre ans. Pourtant, dans la période actuelle, d'autres revendications ne sont-elles pas

plus aptes à mobiliser les ouvrières sur des problèmes plus brûlants, comme la cinquième semaine de congé, le problème des équipes ou bien la répression de ce que la direction appelle l'absentéisme ? Quel rôle a joué le fait que cette lutte soit partie spontanément et sans préparation ? Ces questions sont la toile de fond des élections syndicales. La CGT fait campagne aujourd'hui en présentant une liste de justes revendications et concluant : «Si vous êtes pour, votez CGT». A noter l'absence du problème de classification et de l'embauche d'intérimaires, plus insidieusement en affichant l'exemple de la Thomson Cholet où les ouvriers MI ont obtenu satisfaction, elle attaque directement la CFDT et les grévistes des masques ; mais qu'a-t-elle fait pour les soutenir et pour l'unité ? Conscientes des questions qui se posent, les ouvrières des masques ont diffusé un tract sur l'ensemble de l'usine où elles présentent un premier bilan. Une bataille politique s'engage donc autour de celui-ci. Il sera particulièrement intéressant à suivre.

Corr. GRENOBLE

## BNP Montreuil

manifestation et gala  
de soutien,  
mardi 12 décembre

Depuis bientôt trois semaines, les employés du Centre administratif de la BNP, à Montreuil, sont en grève pour les effectifs et les salaires. Ils bloquent l'arrivée des travaux, en restant sur place nuit et jour.

Du côté de la direction, on ne voit que menaces et répression : elle veut bien négocier, dit-elle, mais à condition que le travail puisse se faire ! Pour les grévistes, il n'en est pas question. En fin de semaine dernière, la direction a essayé de faire sortir des travaux, à l'aide d'un taxi camouflé dans les sous-sols du centre. Ce taxi a d'ailleurs foncé sur les grévistes. Par ailleurs, la direction a fait tomber 27 blâmes contre des délégués et des grévistes, ce qui signifie 3 années sans augmentation pour les employés sanctionnés ! Là encore, pas question pour les grévistes de se laisser faire. Au contraire, cette répression a suscité la solidarité des employés qui n'étaient pas encore dans le mouvement, et samedi, le centre était en grève à 90 %.

La popularisation se poursuit sur Montreuil par des collectes et diffusions de tracts sur les marchés. Au niveau de l'ensemble de la BNP, sur Paris, les grévistes ont lancé un appel à une manifestation commune des employés de la BNP, pour mardi 10 heures, devant le siège social (à Richelieu Drouot).

Enfin, mardi soir, un gala de soutien aura lieu à 20 h 30, à la salle des fêtes de Montreuil (à la Mairie, place Jean Jaurès), gala dont le bénéfice ira entièrement aux grévistes de la BNP.

Au programme :

Bayou Sauvage, avec Gérard Dôle (musique de Louisiane) du Jazz New Orléans avec les Petits Paradeurs de la Rue du Canal, et Mouloudji. Prix des places : 25 F

RÉPRESSION ANTI-SYNDICALE  
A LA MAIRIE DE LILLE

Mauroy veut licencier le secrétaire de la section CGT des communaux de Lille, René Valescant. Il a annoncé cette décision à la fin du mois de novembre au conseil de municipalité qui regroupe le maire et les adjoints. Le secrétaire de la section CGT fait remarquer qu'il n'est fourni aucun motif sur la lettre de licenciement. Cela est d'autant plus facile pour Mauroy que Pierre Valescant est seulement auxiliaire. Cela fait maintenant sept ans. Sans doute parce qu'il est secrétaire de la CGT, pensez-vous ? Pas vraiment puisqu'il n'exerce cette fonction que depuis 1976. L'auxiliarat dans la municipalité de Lille n'est pas réservé qu'aux cégétistes.

En revanche il ne fait pas de doute que si Valescant est licencié c'est à cause de ses activités professionnelles.

UN TROU  
DE 1,5 MILLION

Lui même met particulièrement en avant une découverte faite par la CGT sur la manière dont FO, largement majoritaire, gère les œuvres sociales. «Un de nos administrateurs à titre consultatif s'était rendu compte de la «politique

hasardeuse» de FO. D'après le secrétaire de la section CGT il découvre en effet un trou d'un million et demi que FO ne peut expliquer autrement que par un «vol». «C'est notamment pour avoir dénoncé ce scandale par tract que je suis licencié». En fait, Mauroy a encore bien d'autres raisons de se plaindre de P. Valescant. N'a-t-il pas diffusé un tract dénonçant le gâchis et l'opération politicienne en plein rassemblement des PS européens le mois dernier à Lille ?

Cette affaire de licenciement pourrait faire quelque bruit car Pierre Valescant exerce des responsabilités au niveau départemental dans la fédération CGT des communaux. Or, le PS contrôle et de loin la majorité des municipalités dans le département du Nord. Montrant un aspect très peu «socialiste» dans la pratique quotidienne, des élus du PS, «l'affaire Valescant» pourrait être pour les sections CGT de ces municipalités l'occasion d'engager une action coordonnée contre le PS. Et cela d'autant plus que l'Union de la Gauche va très mal en ce moment.

LE PCF  
SATISFAIT

Il se peut au contraire que P. Valescant soit licencié sans que beaucoup de monde au niveau des responsables syndicaux ne s'en émeuve. Il appartient en effet au PCF mais il n'a pas l'heur de plaire aux responsables locaux de ce parti avec qui il est en opposition. Lors du Conseil de municipalité à l'occasion duquel Mauroy a annoncé son intention de

licencier, les adjoints du PCF n'ont pas ouvert la bouche. Une des principales adjointes de Mauroy n'a d'ailleurs pas hésité à le confirmer : «Les élus communistes nous remercieront de les débarrasser de lui». Cet aveu constitue une confirmation supplémentaire du fait que le PCF polémique avec le PS, lorsque ce n'est pas sur la meilleure manière de défendre les travailleurs.

François MARCHADIER

● Marseille :  
opération de police  
contre un foyer  
Sonacotra

Les agissements de la police marseillaise contre les immigrés n'ont pas cessé avec l'arrêté rendant illégale la prison d'Arenc.

Judi dernier, à 6 heures du matin, des policiers en civil et en uniformes faisaient irruption dans le foyer Sonacotra de la rue Felix Pyat. Sans aucun motifs, ils sortaient les immigrés de leur lit, et perquisitionnaient 320 chambres. L'opération durait jusqu'à 7 h 30. 25 travailleurs immigrés ont été emmenés au commissariat, et 6 d'entre eux, sans papiers, font l'objet d'une procédure d'expulsion. Cette scandaleuse opération, faite au mépris de toute légalité, n'a suscité aucune réaction dans la presse locale «de gauche». Le Provençal, le journal de Defferre, et la Marseillaise, le journal du PCF, ont simplement repris le communiqué... de la police.

# IRAN : LE REGIME DE PLUS EN PLUS ISOLE

D'après une correspondance de Téhéran

● L'ampleur des manifestations de dimanche confirme l'isolement croissant du régime du shah. La radio iranienne avait lancé des appels à la population pour qu'elle reste chez elle, «pour prendre garde aux voleurs». Sans effet. C'est une foule d'une ampleur jamais atteinte qui a défilé dans l'ensemble du pays. De nouvelles manifestations devaient se dérouler ce lundi.

L'ayatollah Khomeiny a lancé un nouvel appel, où il réclame le départ du Shah comme seule solution politique acceptable.

On estimait généralement que si les manifestations de lundi se déroulaient dans le calme comme dimanche, le Shah pourrait tenter de former un gouvernement civil. Une manœuvre politique de plus, qui ne semble guère avoir plus de chances de succès que les autres.

Les grèves se poursuivent dans le pays. On estime que 60 % de la production industrielle est paralysée. L'industrie pétrolière est gravement perturbée, des dizaines de super-tankers attendent vainement de pouvoir s'approvisionner. Les ban-

ques et les administrations centrales sont toujours en grève. Les fonctionnaires des douanes font la grève du zèle, ce qui provoque des files de camions de dizaines de kilomètres à la frontière avec la Turquie.

Tout un peuple est debout contre le régime du Shah. Le seul soutien que celui-ci puisse espérer vient de Carter. Mais ce dernier a déclaré qu'il n'était pas sûr que le Shah puisse tenir longtemps encore le pouvoir. Les journées qui viennent seront sans doute décisives.

## Des millions de manifestants dans les rues contre le Shah

Téhéran : près de deux millions

Mashad : un million  
Tabriz : 700 000  
Qom : 300 000  
Abadan : 200 000, etc..

Tels sont les chiffres des manifestations massives organisées par le mouvement religieux ce dimanche. Jusque dans les plus petites villes, des dizaines et des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés pour faire de la fête religieuse traditionnelle des musulmans chiïtes une formidable démonstration de force contre le régime du Shah.

Le gouvernement militaire et l'armée avaient été contraints d'autoriser ces manifestations. Ils avaient cependant interdit qu'elles prennent un caractère politique direct. En fait, cette interdiction a été tournée dans chaque ville. Partout, sont apparus des portraits de l'ayatollah Khomeiny et des mots d'ordre en sa faveur. Des slogans pour une république islamique ont été inscrits sur les murs accompagnés d'autres condamnant le régime du Shah. A Téhéran, des portraits du docteur Mossadegh, grande figure de la lutte pour l'indépendance, destitué par le Shah il y a 25 ans, sont apparus à côté de ceux de l'ayatollah Khomeiny.



A la fin de chaque manifestation ont été lues et votées par acclamations des résolutions rappelant les différents éléments du programme du mouvement religieux. Celui de Téhéran comporte 17 points, parmi lesquels on peut citer : la confiance envers l'ayatollah Khomeiny ; la chute du despotisme ; la république islamique avec le suffrage universel ; les libertés individuelles et sociales, le res-

pect des minorités ; le redressement de l'agriculture, le progrès de l'industrie ; un programme de justice sociale ; la rupture des contrats inégaux avec l'étranger, etc.. Dans chaque ville, à la fin des manifestations ont été adoptées des résolutions analogues. Ainsi, il est clair que la participation massive du peuple iranien à ces manifestations marquait sa volonté d'en finir avec le ré-

gime du Shah et son adhésion au programme politique du mouvement religieux.

A Mashad, un événement exceptionnel s'est produit : le discours religieux traditionnel prononcé dans le mausolée par l'ayatollah mentionne toujours le nom du chef de l'Etat. Cette fois, l'ayatollah a prononcé le nom de Khomeiny au lieu de celui du

Shah. Il s'agit d'un fait sans précédent dans l'histoire de l'Iran depuis des siècles : on craignait dimanche soir pour la sécurité du chef religieux qui a lancé ce défi au dictateur.

Le mouvement religieux, très satisfait de la réussite des manifestations de dimanche, envisageait une nouvelle série de manifestations lundi. Cependant,

la population éprouvait une certaine inquiétude : rien n'indique que l'armée va tolérer indéfiniment un mouvement aussi massif contre le régime, même pacifique. En tout cas, ce n'est probablement pas par un mouvement de «désobéissance civile» comme celui que semble engager le mouvement religieux que le peuple iranien pourra en finir avec le régime du Shah.

### ● Namibie : fin des élections organisées par Prétoria

Les élections organisées par l'Afrique du sud en Namibie se sont achevées à la fin de la semaine dernière. Leurs résultats ne seront connus que cette semaine. De nombreux témoignages, notamment des églises présentes en Namibie, font état de fraudes dans le recensement et dans le scrutin. Il n'empêche que déjà les racistes et leurs agents en Namibie tentent de se prévaloir de la forte participation pour nier la représentativité de la SWAPO, organisation de lutte du peuple namibien qui appelait à l'abstention. Dans les jours à venir, le juge sud-africain qui est administrateur de la Namibie doit réunir la soi-disant «assemblée constituante». Celle-ci pourrait faire une déclaration unilatérale d'indépendance à la fin du mois ou commencer à négocier avec l'ONU. Dans les deux cas, l'Afrique du Sud va tenter d'obtenir une reconnaissance internationale de son régime fantoche pour empêcher le mouvement de libération d'accéder au pouvoir.

### ● Syrie-URSS : nouvelles difficultés

Le président syrien Assad vient d'annuler la visite officielle qu'il devait faire en URSS début décembre en raison des désaccords qui persistent entre le gouvernement syrien et Moscou sur l'aide militaire promise par Brejnev après le sommet de Bagdad.

C'est en effet après le sommet des pays arabes condamnant Camp David qu'Assad s'était rendu à Moscou le 6 octobre pour obtenir une aide militaire permettant à la Syrie de renforcer son potentiel face à l'Etat sioniste. Il semblait alors que ces fournitures d'armes pourraient permettre à Brejnev de patronner l'alliance politique et militaire conclue par la Syrie et l'Irak. Des difficultés étaient déjà apparues le mois dernier, le chef d'Etat major syrien ayant écourté un voyage à Moscou. Il semble que l'URSS n'ait pas tenu ses promesses ou les aient assorties de conditions politiques que la Syrie a refusées.

### ● Angola : révocation du Premier ministre

Le Premier ministre angolais, Lopo do Nascimento, a été révoqué par le Comité central du MPLA. Il a également été écarté du bureau politique du parti au pouvoir en Angola. Lopo do Nascimento était Premier ministre depuis l'indépendance en novembre 1975. Sa révocation peut marquer une phase des luttes politiques qui se déroulent actuellement en Angola, alors que le régime de Neto a tenté depuis plusieurs mois de prendre ses distances par rapport à l'URSS, notamment en normalisant ses relations avec les pays occidentaux et en n'acceptant pas l'intégration de l'Angola au COMECON.

Téléphonez au Quotidien  
636 73 76

## LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

### A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRM
- *Pékin Information*
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix (pour chaque réabonnement, un cadeau supplémentaire au choix)

### PARMI LES LIVRES

#### — LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

ou

- *La France de 68* (A. Delaie et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salair aux pièces* (Miklos Harastzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir* (Collectif «école formation» de Grenoble)
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

### PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays d'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée noire).

### LIBRAIRIES

- |   |  |
|---|--|
| <b>Arras</b><br>Librairie Brunet<br>21 rue Gambetta   | <b>Le Mans</b><br>Lib. La Taupe (10 %)<br>2 quai amiral Lalande          |
| <b>Aix en Provence</b><br>Librairie quotidienne<br>5 rue Félibre Gault (10 %)                     | <b>Lyon</b><br>Librairie populaire<br>226 rue Duguesclin (3*<br>(10 %)   |
| <b>Besançon</b><br>Lib. Les sandales<br>D'Empédocle<br>Place Victor Hugo<br>138 Grande rue (10 %) | <b>Metz</b><br>Librairie Géronimo<br>Rue du Pont des Morts<br>(10 %)     |
| <b>Bourges</b><br>Lib. Nathanaël<br>4, cours Avaricum   | <b>Montluçon</b><br>Le bouillon de culture<br>15 rue Barathon (10 %)     |
| <b>Brest</b><br>Lib. Graffiti (10 %)<br>Place Saint Louis   | <b>Nice</b><br>Le Temps des Cerises<br>50 bd de la Madeleine<br>(10 %)   |
| <b>Caen</b><br>La Licorne (10 %)<br>Rue Froide  | <b>Nantes</b><br>Librairie 71 (10 %)<br>50 bd de la Madeleine            |
| <b>Clermont Ferrand</b><br>Lib. Jean Romé (10 %)<br>1 rue des Gras                                | <b>Orléans</b><br>Les temps modernes<br>rue N.D. de Recouvrance<br>(5 %) |
| <b>Evreux</b><br>Lib. Dubois-Dehayes<br>rue Chartraine (5 %)                                      | <b>Quimper</b><br>Calligrammes<br>23 rue du Sallé (10 %)                 |
| <b>Grenoble</b><br>Le livre ouvert<br>Cours Fontaine (10 %)                                       | <b>Perpignan</b><br>Le Futur antérieur<br>5 rue du Théâtre (10 %)        |
| <b>La Rochelle</b><br>Lib. La Genette (5 %)<br>Rue Rougemont                                      | <b>Reims</b><br>Le grand jeu<br>20 rue Colbert                           |

### CINÉMA

- |   |  |
|---|--|
| <b>Paris</b><br>Saint-Séverin<br>12 rue Saint Séverin (5*)<br>Tarif étudiant : 10 F           | <b>Le Canut</b><br>32 rue Leynaud (1*)<br>Tarif étud.                                |
| <b>La Clef</b><br>21 rue de la Clef (5*)<br>Tarif étud.                                       | <b>Nancy</b><br>Art et Essai cameo<br>16 rue de la Commanderie<br>Tarif étud. : 10 F |
| <b>Seine Cinéma</b><br>8 rue Frédéric Sauton (5*)   | <b>Metz</b><br>Ciné 35 - Le Pax<br>31 rue de Verdun                                  |
| <b>Châtelet-Victoria</b><br>19 rue Victoria (1*)<br>Tarif étud.                               | <b>Perpignan</b><br>Art et Essai<br>Le cinématographe                                |
| <b>Lyon</b><br>Cinématographe<br>44 cours Suchet (2*)<br>Tarif collect.<br>(5 tickets : 40 F) | <b>Strasbourg</b><br>Le Club<br>3 rue du Vieux<br>marché aux vins                    |

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

.. F

Mode de versement : — en une fois  — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.

Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75824 Paris Cédex 19

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (350 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessous

## INTERNATIONAL

# NOUVELLES IMPLANTATIONS DE COLONIES SIONISTES EN CISJORDANIE

Depuis plusieurs semaines la mainmise sioniste sur les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, se renforce. La création de nouvelles colonies de peuplement si elle est dans la nature même de l'Etat expansionniste israélien, coïncide actuellement avec les négociations égypto-israéliennes, où Begin compte par ce moyen faire pression sur l'Egypte et obtenir son retour à la table des négociations. Les responsables du gouvernement israélien ont d'ores et déjà fait savoir qu'au moins 7 nouvelles colonies de peuplement vont être créées en Cisjordanie, dès que le délai d'expiration du moratoire sera atteint. Les colonies de peuplement devaient être suspendues pendant 3 mois à la suite des accords de Camp David signés le 17 septembre dernier, la date expire donc dans 10 jours et il est désormais certain que l'Egypte et Israël ne parviendront pas à un accord d'ici là. Le quotidien

sioniste «Haaretz» publie déjà de source autorisée le détail du plan des nouvelles implantations israéliennes en Cisjordanie : 2 villages seraient créés (l'un au sud d'Hébron, l'autre au centre de la Cisjordanie). Trois nouveaux «points de peuplement» seraient fondés dans la vallée du Jourdain et les villages des ultras du «bloc de la foi» seraient renforcés de plusieurs centaines de logement.

Mercredi, plusieurs centaines de lycéens palestiniens ont manifesté avec la population de Ramallah en Cisjordanie, pour protester contre la démolition par l'armée sioniste de la maison d'un villageois soupçonné d'appartenir à l'OLP. L'Egypte ne peut rester indifférente à la situation en Cisjordanie, au risque de se discréditer complètement aux yeux des peuples arabes. C'est pourquoi le premier ministre égyptien n'a pas pu faire autrement que de dénoncer les destructions de maisons des

habitants de Cisjordanie par l'armée israélienne, déclarant notamment que ces actes «constituent une menace pour la paix et la

sécurité au Moyen-Orient et étaient en contradictions avec les actuels efforts de paix».

## ● Begin touche son prix Nobel ● Golda Meir enterrée lundi

Begin est allé à Oslo dimanche chercher sa part du prix Nobel de la paix. Sadate a refusé de faire le voyage pour protester, paraît-il, contre le piétinement des négociations.

Décerner un prix Nobel à un criminel de guerre, exterminateur de populations palestiniennes comme par exemple à Deir Yassine, voilà qui contribue à discréditer encore un peu plus cette «distinction». Begin a donc reçu son prix avec «gratitude et humilité». Scène d'une hypocrisie rarement atteinte.

Cette opération terminée, le chef sioniste est reparti pour Tel Aviv où il va assister aux obsèques de Golda Meir, autre chef distinguée du sionisme, qui vient de mourir à l'âge de 80 ans.

D'importantes manifestations ont été organisées à Oslo pour protester contre la venue du terroriste israélien. Des arrestations ayant été opérées par la police suédoise, un rassemblement était aussitôt organisé devant le commissariat où étaient détenus les manifestants.

## Cambodge

# LES TROUPES VIETNAMIENNES MENACENT LA VILLE DE KRATIE

Selon de nombreuses sources d'information, les forces vietnamiennes intervenant au Cambodge ont poursuivi leurs attaques la semaine dernière dans le Nord-Est du pays. L'objectif de l'armée vietnamienne semble être la ville de Kratie. Etant donné la rareté des routes et la dispersion de la population, la prise de cette ville permettrait à l'armée vietnamienne de prendre contrôle de cette région du Cambodge. On signale également des combats sur des axes routiers importants du Cambodge.

Les autorités vietnamiennes continuent en même temps à mettre en avant le prétendu «front de salut national cambodgien» dont elles ont annoncé la création la semaine dernière à Radio Hanoi. Il semble de plus en plus évident que cette manœuvre politique double l'offensive militaire actuelle et la complète. En prenant le contrôle de régions entières

du Cambodge, le gouvernement vietnamien a l'intention d'y installer un pouvoir à sa solde sous le nom de l'organisation qu'il vient de créer. Khieu Samphan, dans un message adressé aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays amis, dénonce les menaces pesant actuellement sur le Kampuchea démocratique. Celui-ci annonçait le 24 novembre l'offensive vietnamienne qui se déroule actuellement.

Ces menaces se sont aggravées depuis la signature du «traité d'amitié et de coopération» entre le Vietnam et l'Union soviétique. Ce traité place le Vietnam intégralement dans le bloc soviétique. Il lui confère le statut légal de poste avancé et de pion de l'Union soviétique en Asie du Sud-Est, au service de l'ambition et de la politique de cette grande puissance dans la région et dans toute l'Asie. Avec ce statut, le Vietnam devient plus arrogant et intensifie

encore plus ses actes d'agression et d'annexion contre le Kampuchea indépendant, pacifique, neutre et non-aligné.

Malgré les lourdes défaites de ses attaques d'agression et d'invasion de grande envergure à la fin de 1977 et au début de 1978 en vue de s'emparer du Kampuchea d'un seul coup suivant sa stratégie «attaque-éclair, victoire-éclair», malgré ses innombrables difficultés inextricables à l'intérieur du pays et bien qu'il soit démasqué sur le plan international, le Vietnam s'efforce de poursuivre frénétiquement son agression contre le Kampuchea. Cela parce que l'Union soviétique et le Vietnam considèrent le Kampuchea indépendant comme un grand obstacle à leur plan d'expansion en Asie du Sud Est. Au cours de la saison sèche qui commence avec ce mois de novembre, le Vietnam s'aventurera à lancer encore une fois des attaques d'agression et d'invasion de grande envergure contre le Kampuchea démocratique.

Plusieurs divisions de l'armée vietnamienne sont déjà prêtes. Quant à l'Union soviétique, avec la couverture légale du «traité d'amitié et de coopération», elle a encore envoyé de nombreux conseillers et d'importantes quantités de matériel de guerre au Vietnam.

Parallèlement à ses préparatifs militaires, le Vietnam a même de nombreuses activités diplomatiques. Il répand partout des mensonges sur

son soi-disant désir de paix, son soi-disant respect de l'indépendance et de la souveraineté d'autres pays, et ce, au moment même où il poursuit avec impudence son agression contre le Kampuchea démocratique. Ces mensonges sont destinés à cacher son visage d'agresseur du Kampuchea et celui de pion de l'Union soviétique en Asie du Sud-est.

En même temps, le Vietnam a depuis trois mois, fabriqué de nombreux mensonges, tels que les soi-disant insurrections contre le gouvernement du Kampuchea démocratique dans 16 provinces. Et le gouvernement vietnamien lui-même a lancé des appels à la révolte contre le gouvernement du Kampuchea démocratique.

Le gouvernement vietnamien sait pertinemment que l'opinion publique mondiale ne manquera pas de dénoncer et condamner vigoureusement ces impudentes ingérences et incitations à la révolte qui violent de façon arrogante le droit international, les principes du non-alignement et la charte des Nations Unies. Néanmoins, le gouvernement vietnamien continue avec obstination à recourir à de tels actes car ils font partie intégrantes de son plan d'agression et d'invasion de grande envergure de saison sèche. Le Vietnam a besoin de faire une telle propagande pour camoufler les attaques lancées par son armée (...).

## USA - Roumanie

Blumenthal, secrétaire d'Etat américain au Trésor est arrivé en Roumanie à la fin de la semaine dernière. Il semble que Carter ait voulu donner une signification particulière à ce voyage qui intervient après les prises de position de Ceausescu contre le renforcement du pacte de

Varsovie. Blumenthal a déclaré : «Je suis venu en Roumanie sur l'indication du Président Carter pour réaffirmer au peuple roumain et au président Ceausescu l'importance que nous attachons à l'indépendance de la Roumanie et à l'amitié américano-roumaine...»

# LE PEUPLE ERYTHREEN CONTRE «LA GUERRE SPECIALE» RUSSE

Samedi, journée d'étude et de solidarité  
avec la lutte de libération  
du peuple érythréen

Par Jean-Pierre Champagny

● Le colloque organisé samedi à la Faculté de Jussieu par le Comité de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen a connu un plein succès. Plusieurs dizaines de participants, membres d'organisations politiques et syndicales, universitaires, chercheurs, journalistes ont témoigné, par leur attention et leurs interventions de l'intérêt croissant que rencontre la lutte du peuple érythréen. C'était la première fois qu'une manifestation aussi large et réunissant des personnalités très diverses était consacrée à la cause érythréenne. De cette journée ressort l'urgence, la nécessité de développer la solidarité avec la lutte du peuple érythréen contre le colonialisme éthiopien et l'agression ouverte de l'URSS déclenchée depuis la fin du mois dernier. Cette agression a été largement dénoncée au cours du colloque.

Plusieurs interventions permettaient d'abord de rappeler les données de base de la question érythréenne. Alain Fenet, examinant l'attitude de l'ONU après la seconde guerre mondiale, rappelait que la décision prise à cette époque de rattacher l'Erythrée à l'Ethiopie avait été prise en contradiction avec les principes des Nations Unies. Les restrictions de l'ONU accordant une «autonomie» et des «droits démocratiques» au peuple érythréen avaient été rapidement violées par l'Ethiopie sans que l'organisation internationale réagisse. Alain Fenet devait conclure : «Aucun argument ne s'oppose à la compétence d'évocation de l'Assemblée générale à propos d'une affaire qui représente une atteinte à la paix et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'ONU a été le cadre dans lequel l'impasse érythréenne a été créée. Elle peut-être le cadre de la seule solution pour ramener immédiatement la paix : l'autodétermination du peuple érythréen».

Edmond Jouve, spécialiste de droit international, a rappelé la responsabilité de l'impérialisme US dans la décision de l'ONU. Il a mentionné la déclaration de Foster Dulles qui affirmait en 1950 : «L'intérêt stratégique en Mer Rouge et les considérations de sécurité et de paix dans le monde font que ce pays doit être rattaché à l'Ethiopie qui est notre amie». M. Edmond Jouve a souligné que le principe de

l'intangibilité des frontières coloniales ne pouvait être appliquée au cas de l'Erythrée.

Dans une étude très dense portant sur l'histoire du mouvement de libération érythréen, Jean-Louis Peninou a montré que le peuple érythréen avait témoigné d'une maturité politique unique en Afrique, puisqu'il existait déjà une dizaine de partis politiques en 1947. Les partis qui défendent la nation érythréenne sont ceux-là même qui mènent la révolution anti-féodale contre le servage. Peninou a ensuite montré comment, à travers les luttes et les divisions, le mouvement de libération avait pu progresser politiquement en luttant contre les influences féodales et les divisions héritées du passé.

Guido Bimbi, journaliste à l'Unita, dans une intervention consacrée à l'organisation des zones libérées du FPLE, a rappelé l'importance de l'œuvre réalisée par le mouvement de libération : réforme agraire, organisation d'un réseau sanitaire, prise en main de l'éducation, lutte pour l'égalité des sexes, structuration d'un pouvoir authentiquement populaire. Il devait conclure : «Le Front populaire se montre donc comme une force démocratique politiquement mûre, sans doute la force la plus avancée dans la région de la Corne de l'Afrique» dénonçant en outre «la barbare offensive militaire que le mouvement de libération affronte aujourd'hui».

## «Il faut dénoncer l'URSS !»

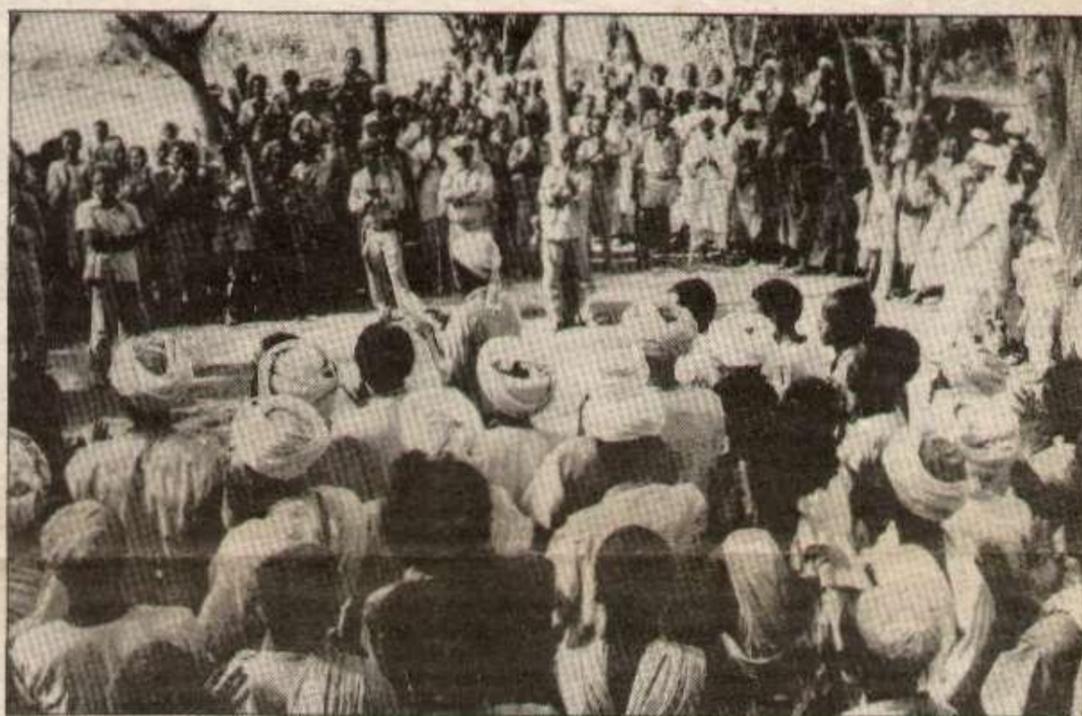
Le débat concernant la place de la question érythréenne dans la situation internationale a été très animé, témoignant de l'intérêt de ce problème et des questions que se posent aujourd'hui de nombreux anti-impérialistes au sujet de l'URSS. La position du PCF, présente dans son message et dans celui d'un certain nombre de ses satellites, vise à éviter de dénoncer l'URSS, alors que le FPLE déclare aujourd'hui : «C'est avec l'URSS que nous sommes en guerre». Le PCF, lui ne met en cause que l'Ethiopie et «les menées impérialistes dans la région». Un certain nombre de personnalités qui intervenaient au colloque, voulant ménager le PCF, défendaient l'idée que l'URSS ne devait pas être dénoncée clairement, mais qu'il fallait «faire pression pour faire revenir l'URSS sur ses erreurs».

Ces positions opportunistes ont été dénoncées dans de nombreuses interventions : «Il y a un impérialisme soviétique, il faut en parler, il faut dire ce que c'est. Il serait temps de le définir. Il serait temps de définir le rôle de régimes prétendument progressistes comme celui de Mengistu». «Il faut dénoncer clairement l'URSS, on en a assez de se faire traiter de maoïstes chaque fois qu'on dénonce

son rôle».

Jean-Louis Peninou de son côté devait également insister sur la gravité de l'intervention soviétique contre le peuple érythréen : «Jamais les Soviétiques n'avaient envoyé des hommes en Afrique. On n'a pas conscience du tournant que cela représente... Qu'est-ce que cela ressemble à l'engagement des Américains au Vietnam ? N'est-ce pas le même engrenage ? Aujourd'hui on serait quasiment au moment de la «guerre spéciale»... Si on veut mener aujourd'hui une action de soutien à la lutte du peuple érythréen, il faut complètement repenser nos analyses».

Les membres du PCF présents (dont M. Suret Canale qui présidait...) se sont bien gardés de répondre. Le débat a pu en fin de compte être un peu étouffé par les interventions conciliatrices et opportunistes de M. Albert Paul Lentin, qui, lui, ne semble pas avoir «repensé son analyse» depuis une bonne quinzaine d'années. De son côté, Guido Bimbi a fait part des problèmes qui se posent au sein du PCI qui se trouve engagé dans une action de soutien au peuple érythréen qui entre en contradiction avec les liens qu'il entretient avec l'URSS



Intervention centrale du FPLE

## La complicité la plus ignoble

● Dans son intervention, Nafi Kurdi, représentant en France du FPLE, après avoir rappelé l'histoire de la lutte du peuple érythréen, a fait le point de la situation actuelle, en lançant un appel à la solidarité.

«Le DERG persiste à vouloir écraser notre lutte de libération nationale... Doté par l'URSS d'un formidable arsenal de guerre, il croit pouvoir nous imposer ses vues à défaut d'en finir avec notre peuple. Le FPLE et le FLE, représentants légitimes du peuple érythréen, ont montré leur attitude hautement responsable en se prononçant en faveur d'une solution pacifique, et de l'ouverture de négociations sans préalables (...)

La responsabilité de la poursuite de la guerre aujourd'hui incombe totalement au DERG et à l'Union soviétique. Lors de l'offensive de l'été dernier, l'Union soviétique et Cuba, qui avaient fourni au DERG un appui logistique considérable, ont pu mesurer la combativité de l'armée populaire. Bien que les forces du DERG soient puissamment armées et supérieures en nombre

aux nôtres, l'URSS a été convaincue que sans sa participation directe et brutale ses fantoches ne pourraient pas l'emporter. Depuis le 18 novembre, les forces colonialistes éthiopiennes, fortes de 120 000 hommes, tentent d'écraser notre peuple et sa révolution. Des généraux et officiers soviétiques encadrent, dirigent et participent physiquement au combat. Ils font pleuvoir sur notre pays et notre peuple un déluge de fer et de feu par voie de terre, air et mer. De ce fait, 154 villages ont été détruits totalement ou partiellement, 12 700 Erythréens ont été blessés ou tués, 100 000 Erythréens sont maintenant sans abri... (...)

Plus de cent mille soldats éthiopiens et quatre officiers soviétiques sont morts, un millier a été fait prisonnier... Si la complicité de l'impérialisme américain dans le génocide de notre peuple ne sera jamais oublié, celle de l'Union soviétique restera la plus ignoble qu'aura connue notre peuple au cours de son histoire. Le peuple érythréen prouve par sa détermination la puissance de son combat et son aptitude à se constituer en Etat souverain. Il

est jusque dans le moindre détail très maître de lui.

L'URSS qui a soutenu, il a 21 ans, la volonté d'indépendance de notre peuple, fait jaillir aujourd'hui, le sang du peuple érythréen à pleines artères. La mémoire lui ferait-elle défaut ? Non. L'URSS est guidée par le traité d'alliance économique et militaire avec Mengistu. Il s'empresse donc d'asseoir sa domination dans cette région. Ses intérêts stratégiques justifient qu'il fasse table rase des droits nationaux de notre peuple (...).

Aujourd'hui, la lutte de notre peuple montre qu'il n'y a pas de véritable libération nationale, de véritable nouvelle société, si l'on ne se tient pas à l'écart des trafics d'influence, des raisons d'Etat, notamment celles des superpuissances. Nous sommes déterminés à rester nous-mêmes, quoiqu'il arrive, et à combattre l'oppression et la politique de domination d'où qu'elle vienne.

Voilà pourquoi nous espérons le soutien le plus large et le plus puissant des peuples d'Europe et de toutes les forces progressistes et démocratiques du monde entier».

## Giscard à la semaine de la jeunesse MOINS DE SUCCES QUE SANTANA

Samedi se tenait au parc des expositions de la porte de Versailles, devant des milliers de jeunes un spectacle en deux parties d'inégal intérêt. En vedette américaine, Giscard s'adressait à la jeunesse de France ; ensuite, se produisait le groupe pop Santana. Deux prestations qui n'ont pas connu le même succès.

L'organisation de la semaine de la jeunesse n'avait pas été sans susciter de vives controverses. Cette exposition était financée par le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, ainsi que par la location des stands aux administrations et aux organisations de jeunesse. Celles-ci étant triées sur le volet : il s'agissait des organisations de scouts, une manifestation officielle bien encadrée, puisque son organisation était assurée par Soisson et par Hugues Dewavrin, porte-parole du mouvement de jeunes giscardiens «Autrement». Inutile de préciser que les organisations de jeunesse des syndicats, des partis de gauche et d'extrême-gauche n'étaient pas représentées. Ce qui avait même suscité les protestations des scouts : on ne peut décidément plus se fier à personne.

### D'OU VIENT L'ARGENT ?

Les fonds ne manquaient pas, puisque des cars étaient affrétés de province à des prix défiant toute concurrence : pour 20 F, on pouvait faire le trajet aller et retour de Saint-Brieuc ou de Marseille et assister au concert qui mobilisait Santana, Enrico Macias, au Bonheur des dames, Gérard Lenormand et Plastic Bertrand.

C'en était assez pour attirer une foule assez nombreuse : 20 000 jeunes selon les organisateurs. Rangée de cars à perte de vue, flics en tenue d'apparat. A l'intérieur, on se presse ; sol jonché de papiers gras, de boîtes métalliques de bière ou de coca-cola : une ambiance de festival pop triste. Devant l'estrade, debout, les jeunes giscardiens avec banderoles d'Autrement ; nous avons même vu une

banderoles des Jeunesses socialistes démocrates (vous connaissez ?). Plus loin, à peu près autant de jeunes, assis devant l'estrade où doivent se produire les groupes, perpendiculairement à la scène centrale.

Un point réconfortant : la moitié des jeunes présents se moquent de Giscard comme de leur première chemise, et ne broncheront pas pendant son discours, attendant patiemment le début du concert. Giscard parle dans un brouhaha indescriptible, entrecoupé de temps à autre par des «Giscard, Giscard» hurlés par une moitié de la salle. Soudain, une immense clameur : que se passe-t-il ? Un technicien vient de mettre en place les micros pour le concert : Giscard doit crier pour se faire entendre. Il faut une pause : la moitié de la salle crie «Giscard, Giscard», aussi fort, l'autre moitié scande «Santana, Santana». Ça se calme un peu, Giscard dit : «Au revoir» : applaudissements unanimes, on en a marre de le voir. La Marseillaise est accueillie par une bor-

dée de sifflets. Les jeunes giscardiennes refluent vers l'estrade du concert, et se font bombarder de projectiles divers pas les jeunes qui veulent voir la scène.

### AU FAIT, QU'EST-CE QU'IL A DIT ?

J'oubliais, Giscard a quand même dit quelque chose. Ce fut long et pesant, pour dire que «le chômage est intolérable» (merci, patron) qu'il ne faut pas «avoir peur de l'Europe, de l'Espagne et du Portugal, parce qu'ils sont faibles, ou de l'Allemagne, parce qu'elle est forte», qu'il n'y a pas de dangers de voir l'Assemblée européenne acquérir, plus de pouvoirs. Il faut faire son service militaire, aussi ce qui ne suscite guère d'enthousiasme dans l'assemblée.

Le discours manquait de punch. Le groupe Santana était au meilleur de sa force : il a connu un succès sans comparaison avec la vedette précédente.

François NOLET

## Des dissidents soviétiques et cubains dénoncent les agressions soviéto-cubaines en Afrique

Pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'Homme, des réfugiés des pays de l'Est organisaient le 10 décembre un meeting pour la défense des droits de l'Homme.

A cette occasion, des dissidents soviétiques et cubains ont publié le communiqué suivant dans lequel ils dénoncent le social-impérialisme soviétique :

«En Afrique, et contre la volonté des peuples cubain et soviétique, le gouvernement de la Havane maintient une armée destinée à l'extermination des guerillas angolaises et des nationalistes érythréens. Cette Afrika Korps de 50 000 hommes coûte à Cuba des centaines de vies humaines, et au peuple soviétique, pourvoyeur involontaire de ce répugnant massacre, des milliards de roubles.

Au nom des jeunes cubains et des travailleurs de l'Union soviétique, nous exigeons le retrait immédiat des armées cubaines et des conseillers militaires soviétiques du terrain africain.

### Signataires :

— **Soviétiques** : Vladimir Boukowsky, Vadim De-launay, Natalya Gorvanevskaya, Tatiana Khodorovitch, Vladimir Maximov, Victor Nekrassov, Léonid Pliouchtch, et Tatiana Pliouchtch ;

— **Cubains** : Carlos Franqui, Eduardo Manet, Pio Serrano, Carlos-Alberto Montaner, Guillermo-Cabrera Infante, Juan Arcocha, Frank Calzon, Ramon Suarez.

## PCF et intellectuels

400 intellectuels du PCF étaient réunis à Vitry ce week-end avec le bureau politique du PCF. L'Humanité de lundi consacre cinq pleines pages au compte-rendu de ces travaux, placés par Marchais lui-même dans l'optique de la préparation du 23<sup>e</sup> congrès. Il s'agit pour la direction du PCF de désamorcer la contestation qui s'est particulièrement exprimée dans ces couches. Nous y reviendrons.

## Vers des fermetures d'écoles à la rentrée prochaine

Dans une circulaire, le ministère de l'Education vient de préciser les modalités de la prochaine rentrée scolaire dans le primaire. Outre un renforcement des attributions des recteurs au détriment des instances départementales, Beullaç prévoit un redéploiement des postes d'instituteurs.

L'objectif séduisant est l'allègement progressif du cours élémentaire première année, et l'amélioration du service de remplacement des maîtres absents. Mais selon l'habituel principe qui consiste à déshabiller Pierre pour habiller Paul, ces améliorations passent par la fermeture d'un bon nombre de classes. Des instructions précises sont données pour «opérer un contrôle systématique des effectifs» et le nouveau directeur des écoles, René Couanau, rappelle cyniquement que «l'effectif minimal est celui au-dessous duquel une classe doit être fermée et l'effectif maximal celui au-dessus duquel une classe peut être ouverte». De plus, on pourra tenir compte des effectifs «d'écoles très voisines» et non pas seulement d'une école donnée. D'où des possibilités supplémentaires de fermeture de classe. D'autres consignes laissent prévoir la fermeture de classes uniques à la campagne.

Enfin l'«objectif prioritaire» au VII<sup>e</sup> plan de scolariser en 1980 plus de 90 % des enfants de trois ans est abandonné, puisque selon le ministère «pour le préscolaire, la priorité doit être donnée à la scolarisation des enfants de cinq et quatre ans», déjà réalisée à 90 %.

## Rocard contre Bruxelles

«C'est une véritable catastrophe, un drame pour la France. Le gouvernement a mené de très mauvaises négociations et a rendu un mauvais service à la V<sup>e</sup> République». Celui qui se propose de rendre ainsi de bons services à la V<sup>e</sup> République n'est autre que Rocard qui jugeait de la sorte les négociations de Bruxelles autour de l'Ecu européen.

## La SNCF contre les usagers

Mettant à exécution ses menaces, la direction SNCF vient de porter plainte contre X, pour entrave à la circulation des trains. Cette plainte vise les manifestations d'usagers et de cheminots qui ont eu lieu ces derniers temps, notamment celles des 5 et 7 décembre, où usagers et cheminots ont occupé des bureaux de la direction et des voies à la gare de Lyon, à Paris, pré-

cisément pour protester contre la restructuration opérée sur ce réseau, et qui, à terme, signifie une dégradation des conditions de transport, ou les nombreux retards enregistrés sur plusieurs lignes, retards dus à du matériel usagé, entre autres.

La direction de la SNCF a donc décidé de mettre un frein aux manifestations des usagers qui se développent : le 17 décembre

doit avoir lieu une journée de protestation dans plusieurs localités bretonnes pour protester contre la suppression de dix stations dans la région. La SNCF faisait récemment savoir qu'elle aurait recours à la justice et aux flics contre toutes les manifestations qui entraveraient le fonctionnement «normal» du trafic, et mettait particulièrement en garde les cheminots «qui se laisseraient

entraîner à participer à de telles manifestations.» La SNCF entend sans doute ainsi éluder sa responsabilité... Mais les usagers n'en continuent pas moins leurs mouvements de protestation ; ainsi, la semaine dernière, une quarantaine d'entre eux ont emprunté un rapide Paris-Lyon, puis arrivés à la hauteur de Cesson, ont tiré le signal d'alarme...

## Rocard et Mitterrand côte à côte et face à face

Mitterrand et Rocard avaient choisi le thème du chômage pour apparaître publiquement ensemble. Ils ont pris la tête d'une manifestation à Rennes avec le maire PS de la ville, Hervé. «Le PS a un profond besoin d'unité» a déclaré Mitterrand à plusieurs reprises. On avait remarqué en effet... Pressé de questions sur la candidature du PS aux prochaines élections présidentielles, Mitterrand s'est contenté de répondre qu'il ne fallait pas se presser, qu'on avait le temps, ajoutant tout de même à propos de sa personne : «Le temps passe et je ne suis pas un candidat permanent, ni un maniaque de la candidature», précisant que le choix du candidat du PS à la présidence se ferait après les élections européennes.

Rocard, pour sa part, s'est montré réservé, se contentant de rappeler les conditions, selon lui, pour que la gauche «n'échoue plus».

Une petite pause apparente dans la bataille qui fait rage au sein du parti social-démocrate «pour le pouvoir». Rocard aux dents longues, après des difficultés dues à une initiative trop rapide à la dernière convention nationale du PS, semble donc avoir toujours le vent en poupe. Mauroy attend l'heure propice pour prendre pleinement fait et cause pour le député des Yvelines. Que se passera-t-il alors dans le PS ? La «petite phrase» de Mitterrand dimanche à Rennes est-elle un premier signe annonciateur du déclin du Premier secrétaire ? En tout cas, celui-ci a tenu à préciser qu'il ne voulait pas être «la roue de secours de l'UDF».

En tout état de cause, le «profond besoin d'unité» dont parle Mitterrand ne semble pas en voie de réalisation. Ce n'est pas l'apparition commune de dimanche qui peut le faire croire.

## Nice : la liste Médecin battue

Dimanche, se déroulait à Nice une élection municipale partielle, dans le troisième secteur de la ville, suite à l'annulation par le Conseil d'Etat de l'élection dans ce secteur. Trois listes étaient en présence : celle patronnée par Médecin (qui n'était pas lui-même candidat, étant élu d'un autre secteur), une liste d'union de la gauche élargie aux écologistes, et une liste «gaulliste» dont le dépôt semblait surtout correspondre à la volonté de provoquer un ballottage pour favoriser l'élection, au second tour, de la liste Médecin.

Peine perdue. La liste de gauche, conduite par Virgile Pasquetti (PCF) l'a emportée. Il y a eu 52 % d'abstentions. La liste «Nice-Démocratie» est élue avec 50,91 % des suffrages exprimés. La liste Médecin recueille 43,58 % des voix, la liste gaulliste 5,50 %. On assiste donc à une nette poussée de la gauche qui, aux municipa-

les de 1977, n'avait obtenu dans ce secteur que 40,70 % des voix.

Deux raisons viennent sans doute expliquer ce résultat. D'une part, les récents scandales qui ont éclaboussé les proches de Médecin, sans compter les vicissitudes de la vie privée de ce dernier, rarement présent dans sa ville ces derniers temps, et de plus en plus lâché par ses amis de la majorité. D'autre part, le caractère unitaire de la liste Nice-Démocratie qui a pu rassembler sur elle la plupart des suffrages anti-Médecin : cette liste comprenait toutes les tendances de la gauche, gaullistes d'opposition compris, ainsi que des écologistes.

L'élection de la liste de gauche ne change pas la majorité au sein du Conseil municipal. L'élection ne portait que sur 14 conseillers municipaux, les élus des deux autres secteurs étant membres de l'équipe Médecin.